

Collecte des ordures à Québec : le débat

Par Stéphanie Uhde

À partir du 1er avril, une entreprise privée commencera à collecter les ordures ménagères des arrondissements de La Cité-Limoilou et des Rivières. Ces secteurs correspondent au territoire de l'ancienne Ville de Québec, seule partie de la Ville actuelle où ce service est encore assuré par les cols bleus. Concernant la décision de privatiser, Jean Lachance, président du syndicat des cols bleus, déplore que l'administration municipale n'ait pas consulté le syndicat.

Parce qu'elle se départira de l'équipement nécessaire à la collecte (camions et matériel), la Ville estime pouvoir réduire ses coûts de cinq millions de dollars sur cinq ans. Cependant, le syndicat ne prête pas foi à ces estimations. D'ailleurs, il considère que la privatisation de la collecte viole la convention collective. Un arbitre du travail a entendu les parties à propos de ce litige en février dernier.

Quels sont les enjeux?

Si la sous-traitance de la collecte s'avère moins chère que la collecte en régie, ceci présume de moins bonnes conditions de travail dans le secteur privé ou, comme le veut le préjugé en vogue, d'une moins grande productivité du travail dans le secteur public. La première implication étant la plus probable, un transfert de bénéficiaires risque de se produire des travailleurs vers l'entrepreneur. Cependant, les conséquences sont plus insidieuses au-delà de cette éventualité à court terme.

L'enjeu des enjeux...

La privatisation totale de la collecte des ordures à Québec a lieu en des temps qui sont durs pour les syndicats des employés du



secteur public. Comme le syndicat des cols bleus tente de le faire valoir dans ce cas-ci, la perte d'expertise dans le secteur public se traduira par la réduction des options de l'administration pour le futur. Notamment, la Ville pourrait perdre l'option de faire elle-même la collecte du compost, qui sera instaurée au cours des prochaines années, et serait contrainte d'accepter la meilleure offre du secteur privé.

C'est au regard des failles du processus d'appel d'offres que se situe le principal argument du syndicat des cols bleus. À travers des publicités radiophoniques chocs (« Nos vidanges vont bien prendre de la valeur! »), le syndicat met en garde contre l'augmentation éventuelle des coûts due à une collusion présumée dans le secteur privé. Quoique populiste, cet argument repose tout de même sur un risque avéré. Le maintien de services en régie pour assurer une mise maximale devrait-il faire partie des mécanismes pour réduire le risque de collusion?

Pour ce qui est du grief déposé par le syndicat, l'arbitre a annoncé sa décision de le rejeter le 8 mars dernier. Il juge le grief prématuré, car rien ne prouve, pour le moment, que la sous-traitance de la collecte des ordures diminuera la quantité de travail des cols bleus.

Le partage de potagers à Québec!

Par Stéphane Groleau, AmiEs de la Terre de Québec

Les AmiEs de la Terre de Québec travaillent actuellement à implanter un système de partage de terrain pour favoriser l'agriculture urbaine.

Une des plus grandes barrières à la culture d'aliments en ville est l'accès à la terre. En effet, beaucoup de gens aimeraient faire pousser une partie de leurs légumes, petits fruits ou fines herbes, mais ne possèdent aucun terrain pour le faire. Pourtant, nombre de terrains et cours arrière s'avèrent sous-utilisés. D'un autre côté, plusieurs propriétaires ont un intérêt pour cultiver, mais manquent parfois de temps ou de connaissances; ou encore ils aimeraient simplement partager l'expérience et les responsabilités avec d'autres.

Pour tenter de remédier à ces situations, l'organisme LifeCycles en Colombie-Britannique a lancé le projet Sharing backyards afin de mettre en relation des gens qui se cherchent un terrain pour jardiner avec ceux possédant un terrain. Offert gratuitement, ce système en libre-service est très simple. Il suffit de publier l'offre ou la demande sur le site Internet en ajoutant une annonce sur la carte Google. Une icône apparaît alors à l'endroit où la personne habite, ce qui permet de localiser rapidement les ressources dans le quartier. L'objectif est de mettre en relation des gens situés géographiquement près les uns des autres, car une proximité favorise un suivi régulier du jardin et son succès. Tout type de terrain peut se prêter au jardinage, qu'il soit petit ou grand, devant ou derrière la demeure.

La recherche d'un terrain ou d'un jardinier s'apparente à la recherche de colocataires. Les participants se contactent directement par courriel via le site Internet puis discutent pour voir s'ils partagent des affinités et si les attentes et besoins de chacun sont satisfaits. Entre autres, il faut prévoir les disponibilités et l'accès au terrain, la superficie disponible, la possession d'outils, l'achat de plantes et fertilisants et le partage des récoltes.

Le système de partage de terrain apporte de nombreux bénéfices : production locale, autonomie alimentaire et connexion à la nature pour des citoyens sans terre. En plus d'enjoliver un terrain parfois laissé à lui-même, cette coopération favorise l'échange de connaissances entre jardiniers et propriétaires et aide aussi à développer la solidarité entre les gens du quartier.



Exemple d'une carte de Potagers partagés

Toronto, Vancouver, Portland, Halifax et Los Angeles font partie de la vingtaine de villes américaines et canadiennes offrant ce service de réseautage. L'organisme les AmiEs de la Terre de Québec travaille présentement à implanter ce système de partage de terrains au Québec. Bien que le site Internet soit fonctionnel pour la ville de Québec, l'information reste pour le moment principalement en anglais. Toutefois, nous travaillons sur la version française qui devrait être disponible sous peu.

Pour en savoir plus sur les potagers partagés : www.potagerspartages.org.

Vous pouvez également contacter les AmiEs de la Terre de Québec au 418-524-2744 ou à agriculture@atquebec.org.



TENDES LORELLE. ON PARLE DE VOUS... DEPUIS 25 ANS!



Égalité :
Genre féminin





Égalité : Genre Féminin
Une émission spéciale sur le monde de l'immigration au féminin dans la région de Québec.

Animation : Sophie R. Gall

Tous les mercredis à 13 h sur les ondes de CKIA FM 88,3
Rediffusion les jeudis à 9 h sur les ondes de CKRL FM 89,3

Culture,
Communications et
Condition féminine

Québec

Émissions disponibles sur notre site!

WWW.CKIAFM.ORG

Balayage du RMQ...

La fin d'une époque (Suite et fin)

La dernière élection municipale marque la fin d'une période politique ouverte à Québec durant les années 1970. En effet, bien qu'apparu en 2001, le Renouveau municipal de Québec était l'héritier du Rassemblement populaire, officiellement fondé en 1977. Nicolas Lefebvre Legault complète ici le bilan entamé dans le dernier numéro de l'Infobourg.

L'épreuve du pouvoir

Le 5 novembre 1989, Jean-Paul l'Allier est élu maire de Québec avec 58 % des voix. Après 15 ans d'activisme politique, le Rassemblement populaire fait élire une quinzaine de conseillers à l'hôtel de ville et prend le pouvoir. C'est l'occasion pour ce parti, issu des luttes urbaines, de réaliser son programme. Seize ans de pouvoir laisseront un bilan mitigé pour la première tentative de gestion sociale-démocrate de la Ville de Québec.

Trouver la marge de manoeuvre

On a tendance à l'oublier, mais la nouvelle administration est arrivée en poste au début d'une période de récession (1990-1992). L'austérité et la rationalisation furent au menu du premier mandat L'Allier. Sans être gelés, les comptes de taxes ont tout de même progressé moins rapidement que l'inflation et la fonction publique a été réduite de 5 %, ce qui contraste singulièrement avec l'image que l'on peut se faire de la gauche. Ce n'était pourtant pas une surprise puisque le Rassemblement populaire, quand il était dans l'opposition, avait toujours critiqué le « gaspillage de fonds publics » propre aux grands projets et s'était souvent porté à la défense des « payeurs de taxes ».

Cette gestion conservatrice n'inquiétait pas outre mesure la base du parti et les élus. Les militants savaient depuis longtemps que la marge de manoeuvre pour réaliser leur programme ne se trouvait pas dans le budget de la Ville, essentiellement consacré à dispenser des services de base, mais dans sa capacité d'emprunt via le Plan triennal d'immobilisation (PTI). C'est cette marge de crédit qui servit pour financer, souvent avec l'aide des paliers supérieurs de gouvernement, les projets de la nouvelle administration (au détriment, parfois, d'infrastructures un peu moins glamour comme la réfection, laquelle a été reportée à plus tard).

Un développement différent

L'équipe du Rassemblement populaire a succédé à une administration qui a régné sur Québec pendant 24 ans. Forcément, cela laisse des traces, tant dans la chair de la ville que dans sa fonction publique. La grande œuvre de Jean-Paul L'Allier fut donc de défaire celle de ses prédécesseurs et de réparer les pots cassés lorsque c'était possible. Un dernier grand projet de l'administration Pelletier, la Grande Place, était dans les cartons pour achever Saint-Roch avec l'ajout d'une autoroute et de quelques gratte-ciel. Un moratoire de 160 jours fut décrété et on renvoya les fonctionnaires à leur planche à dessin. Un processus participatif de consultation publique, le premier du genre, dura deux ans et aboutit à un consensus sur la revitalisation de Saint-Roch, telle qu'on l'a connue (c'est-à-dire une revitalisation axée

sur le développement résidentiel et la création d'un nouveau pôle d'emploi à grand renfort de fonds publics).

Les priorités initiales du Rassemblement populaire (le logement, le transport en commun et l'environnement) se sont traduites dans les réalisations de cette administration. Globalement, on peut dire que toutes les promesses furent remplies, que ce soit par la construction enthousiaste de logements sociaux, la relance du transport en commun par les métros ou la renaturalisation des berges de la rivière Saint-Charles. On en a même peut-être donné plus que le client en demandait en refaisant une beauté à tous les quartiers centraux et en développant la culture tous azimuts. Pas de doute, le legs est impressionnant. On peut



«Détail de la «Une» du Soleil du 6 novembre 1989»

toutefois se demander si on a toujours bien mesuré l'impact des projets sur la population d'origine. Ainsi, qu'en est-il de la place des résidents et résidentes à faible revenu une fois complétée la « revitalisation » de Saint-Roch?

L'échec du renouveau démocratique

Là où le bât blesse, c'est sur le grand chantier de la démocratie municipale que le Rassemblement populaire voulait réinventer. Une culture de consultation avec plusieurs nouvelles instances, comme les conseils de quartier, a certes émergé, mais elle en est restée là, à la consultation. C'est-à-dire que l'on veut bien consulter la population sur les projets de la Ville et des promoteurs, mais il n'est jamais question de faire participer le peuple à leur élaboration. La Ville s'est donné une nouvelle image, moins autocratique et plus consensuelle, mais, au final, le pouvoir est resté entre les mains du comité exécutif et du cabinet du maire.

On l'a vu dans des dossiers crève-cœur comme le Patro Saint-Vincent-de-Paul, où la Ville a passé outre à la volonté populaire (et à celle des conseillers des quartiers directement touchés) pour approuver, dès 1990, un zonage ouvrant la voie à un nouvel hôtel en haute-ville.

De plus, on doit rappeler les fusions municipales, lesquelles ont eu un impact désastreux sur la démocratie municipale. À l'origine, le Rassemblement populaire voulait rapprocher le pouvoir des gens dans les quartiers. L'effet net des fusions fut plutôt de l'éloigner encore plus en réduisant le nombre d'élus et en créant des structures toujours plus grandes (districts et arrondissements). Pire, la balance du pouvoir s'est déplacée des quartiers centraux vers les anciennes banlieues, dont le poids démographique est deux fois plus important. En redistribuant la richesse, on a également redistribué le pouvoir.

Considérant que la base historique du Rassemblement populaire était justement dans ces mêmes quartiers centraux, on peut dire que le parti a creusé sa propre tombe avec les fusions. L'union avec les petits partis d'opposition des banlieues, qui a donné naissance en 2001 au Renouveau municipal de Québec (RMQ), la popularité personnelle du maire L'Allier et la division de la droite n'ont fait que retarder l'échéance.

De bons gestionnaires

La logique du pouvoir, qui veut que l'on gouverne dans « l'intérêt général », a eu raison des prétentions sociales-démocrates du Rassemblement populaire. Sa gestion consensuelle large, qui allait jusqu'à intégrer des membres de l'opposition dans toutes les commissions, lui a permis de garder le pouvoir même lorsqu'il était minoritaire. Mais cela s'est fait aux frais d'un adoucissement général du programme politique et d'une démobilité croissante de la base remplacée petit à petit par un clientélisme propre à la culture de la subvention. Happés par le pouvoir, les conseillers élus sont devenus au fil du temps de simples gestionnaires (les autres ont démissionné). De bons gestionnaires peut-être, visionnaires même (au début), mais gestionnaires quand même. Ils voulaient changer la Ville... c'est la Ville qui les a finalement changés.

Épilogue

Le départ de Jean-Paul L'Allier a été fatal au RMQ, l'héritier du Rassemblement populaire. Le 6 novembre 2005, le parti réussit à faire élire une majorité de conseillers, mais échappe la mairie aux mains d'Andrée Boucher. La suite n'est qu'une longue agonie, rythmée par les départs et les défections et s'étirant jusqu'au balayage total le 1er novembre 2009. Dans l'opposition, le RMQ n'a su ni trouver de candidature vedette pour remplacer L'Allier, ni renouveler sa base militante. Faut-il vraiment pleurer la disparition de ce qui était devenu une machine électorale sans âme et sans projet, dans laquelle les militants avec des convictions politiques sincères étaient l'exception plutôt que la règle?

La Duchesse d'Aiguillon Votre dep de quartier et, aussi, la plus grande sélection de bières en Haute-Ville !

DÉPANNEUR Venez découvrir notre sélection de bières à l'érable !

Des spéciaux toute l'année - Dégustations tous les vendredis et samedis soirs

601, d'Aiguillon, Québec Tél : 418-647-2972 @ : laduchessedaignuillon@gmail.com

SUZANNE MARCEAU

BIÈRE À L'ÉRABLE AU SIROP D'ÉRABLE DE L'ÎLE

La lecture en pièces détachées

Par Agathe Légaré

À propos de l'invasion des bibliothèques municipales par les aînés

Dans *Le Soleil* du 6 février dernier, le président de la FADOQ – régions de Québec et de la Chaudière-Appalaches, Monsieur Rosaire Roy, attribuait au maire Régis Labeaume les propos suivants : « (...) Les aînés, et particulièrement les baby-boomers et les retraités, envahissent les bibliothèques (...) Les aînés demandent de plus en plus de services de loisirs et de culture ».

Nous avons voulu vérifier ce qu'il en était de cette « invasion » des bibliothèques par des vieillards et des vieilles femmes affamées de culture. Nous avons déniché un sondage Léger Marketing apportant des éléments de réponse.

Ce sondage, intitulé *Perceptions et satisfaction des Québécois à l'égard des bibliothèques*, a été commandité par la Table de concertation des bibliothèques québécoises et réalisé en 2009 auprès de 1 736 répondants de seize ans et plus vivant au Québec. Que révèle-t-il? Que 896 répondants (51 % de l'échantillon) ont affirmé avoir fréquenté une bibliothèque municipale ou une bibliothèque de quartier au cours des douze mois précédents. Sur ce nombre, 32 % étaient âgés de 55 ans ou plus, 21 % étaient âgés de 45 à 54 ans, et 47 %, de 16 et 44 ans.

Le maire a un peu raison : beaucoup d'aînés et de gens d'âge mûr fréquentent les bibliothèques municipales, mais ils ne prennent pas toute la place. Les étudiants, quant à eux, préfèrent les bibliothèques scolaires, collégiales et universitaires, toujours d'après Léger Marketing.

Il nous semble très positif que les aînés aient encore le goût de lire au lieu de rester devant la télévision ou de s'apitoyer sur

Profil sociodémographique Bibliothèque publique

Profil des répondants

SEXE	
Homme	40%
Femme	60%

ÂGE	
16 à 18 ans	5%
19 à 24 ans	8%
25 à 34 ans	15%
35 à 44 ans	19%
45 à 54 ans	21%
55 à 64 ans	15%
65 ans et plus	17%

SCOLARITÉ	
Primaire / Secondaire	32%
Collégial	30%
Universitaire	38%

OCCUPATION	
Temps plein	43%
Temps partiel	10%
Recherche d'emploi	4%
Au foyer	8%
Aux études	9%
Retraite	24%

Source : Table de concertation des bibliothèques québécoises / Sondage Léger Marketing

leurs maux et malaises. Lisent-ils des romans d'amour ou des biographies? Se documentent-ils sur les grands enjeux de notre époque afin de se faire une tête? Voyagent-ils mentalement dans d'autres pays ou à d'autres époques? Louent-ils des albums jeunesse pour faire la lecture à leurs petits-enfants? Peu importe. Ils sont enthousiastes, lisant, pensant, vivant.

Aller à la bibliothèque pour Internet, les CD et les DVD

Toutes sortes de gens fréquentent les bibliothèques et certains d'entre eux s'intéressent peu aux livres. Dans l'*Enquête sur les pratiques culturelles au Québec* du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, réalisée en 2009, on traite de la fréquentation des lieux culturels et expose que l'accès gratuit à Internet et aux collections de CD et de DVD aurait contribué à hausser le taux de fréquentation des bibliothèques municipales de 34,3 % à 47,6 % entre 1989 et 2004. Les gains les plus spectaculaires ont été du côté des moins scolarisés.

Des bibliothécaires essaient quand même de sensibiliser les amateurs d'Internet et d'audio-visuel à la lecture. Ils disposent sur des présentoirs les romans à l'origine de films populaires et les biographies de chanteurs ou de comédiens. Il faut bien commencer quelque part...

.....

Il y a une relève pour la lecture : vive les enfants curieux !

Dans le cadre de cette même *Enquête sur les pratiques culturelles au Québec*, le premier chapitre, écrit par Hélène Vachon, a été consacré à la pratique de la lecture. Les chercheurs ont demandé aux parents si leur enfant de 6 à 14 ans lisait souvent. Au total, aux dires de papa et maman, 63,2 % des jeunes Québécois lisaient plusieurs fois par semaine et 21,9 %, quelques fois par mois. Les enfants de parents universitaires lisaient davantage de façon assidue. Cependant, la majorité des enfants de parents ayant terminé le primaire ou le secondaire lisaient tout de même de façon régulière ou occasionnelle.

La même enquête a recueilli des données encore plus encourageantes à propos des enfants de 2 à 8 ans. En 2004, 77,3 % des parents affirmaient faire la lecture à leur petit plusieurs fois par semaine et 11,4 %, quelques fois par mois. Cet effort de lecture se manifestait même chez les parents moins scolarisés. Ainsi, 69,4 % des parents ayant terminé le primaire ou le secondaire affirmaient faire la lecture à leur enfant plusieurs fois par semaine et 16,2 %, quelques fois par mois.

Pour consulter les références :

Léger Marketing. *Perceptions et satisfaction des Québécois à l'égard des bibliothèques*. Commandite de la Table de concertation des bibliothèques québécoises, juin 2009, 203 pages. Disponible en ligne sur le site www.banq.qc.ca.

Garon, Rosaire et Marie-Claude Lapointe (Dir.). *Enquête sur les pratiques culturelles au Québec – 6^e édition*. Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, Direction de la recherche et de l'évaluation des programmes, février 2010, 390 pages. Disponible en ligne sur le site www.mcccf.gouv.qc.ca.

Note : Le ministère de la Culture réalise l'enquête sur les pratiques culturelles (lecture, musique, sorties au cinéma et à des spectacles, etc.) à tous les cinq ans depuis 1979.



Christiane Gagnon
Députée de Québec

Du 18 au 24 avril, c'est la Semaine de l'Action bénévole. À cette occasion, je tiens à rendre hommage à toutes les personnes qui s'investissent généreusement et contribuent à rendre notre monde meilleur et plus juste.

320, rue Saint-Joseph Est, bur. 209 Québec G1K 8G5
Tél.: 418 523-6666 Téléc.: 418 523-6672 Courriel: gagnoc1@parl.gc.ca
www.christianegagnon.qc.ca

Québec - Barcelone : vers une coopération citoyenne ?

Par Léonce Naud, géographe

Le maire de Québec Régis Labeaume veut faire de sa ville rien de moins que la « Barcelone du nord ». Québec vient d'ailleurs de se porter candidate pour recevoir le « Forum universel des cultures » en 2016, un événement d'envergure (100M\$) mis sur pied il y a quelques années par la mairie de Barcelone. Thème retenu : « La Culture de l'Eau – Québec, ville aqua-responsable ». Québec voit dans ce forum international « une possibilité unique de mobilisation de la population, un catalyseur pour la réalisation d'une importante revitalisation urbaine et une occasion incomparable de jouer un rôle accru sur la scène internationale ».

La transformation de Barcelone

Avant la tenue des Jeux Olympiques (1992), la capitale catalane était demeurée séparée de la mer par une friche industrialo-portuaire. Au cours des années '80, les « Associations de voisins et voisines », organisations citoyennes locales, ont réussi à sensibiliser la Municipalité à la nécessité d'ouvrir Barcelone sur la mer. Cette action citoyenne fut déterminante: « Le plan d'aménagement fut alors l'enjeu de débats contradictoires. Une des conditions imposées par la Mairie, influencée par la pression de divers groupes, était d'ouvrir un nouvel accès à la mer ».¹ Ces nouvelles plages ont transformé les usages sociaux sur le littoral de la ville. Dûment régénéré, ce dernier est devenu le principal support de la renaissance du centre-ville, notamment de la Barcelonetta, le quartier Saint-Roch de Barcelone en quelque sorte.

Un vaste débat public

La similitude entre Barcelone et Québec est frappante. À Québec, à l'instar des « Associations de voisins et voisines » de Barcelone, plusieurs conseils de quartier ont entrepris de sensibiliser les élus et les élues à l'importance de retrouver les usages populaires du fleuve au centre-ville, perdus au 19^e siècle. Ce sont les Conseils de quartier de Saint-Jean-Baptiste, Vieux-Québec-Cap-Blanc-Colline-Parlementaire, Saint-Roch, Saint-Sauveur, Montcalm, Saint-Sacrement, Vieux-Limoilou et Maizerets. D'autres les rejoindront bientôt.

Leur effort a déjà porté fruit : le dernier espace riverain encore dégagé au centre-ville a été préservé pour l'usage de la collectivité par un changement au zonage. Il s'agit du grand stationnement

situé à la tête du bassin Louise, désormais inconstructible. Forts de ce premier succès, les conseils de quartier demandent maintenant aux élus et aux élues d'organiser un vaste débat public devant se dérouler en trois phases :

- 1) Mettre à la disposition du public la masse d'informations existantes sur le bassin Louise, notamment économiques, historiques, culturelles et sociales;
- 2) Consulter la population sur les principes fondamentaux d'aménagement, soit la vocation souhaitable de ce plan d'eau pour le 21^e siècle ;
- 3) Recevoir un ou plusieurs projets d'aménagement cadrant avec la vocation retenue.

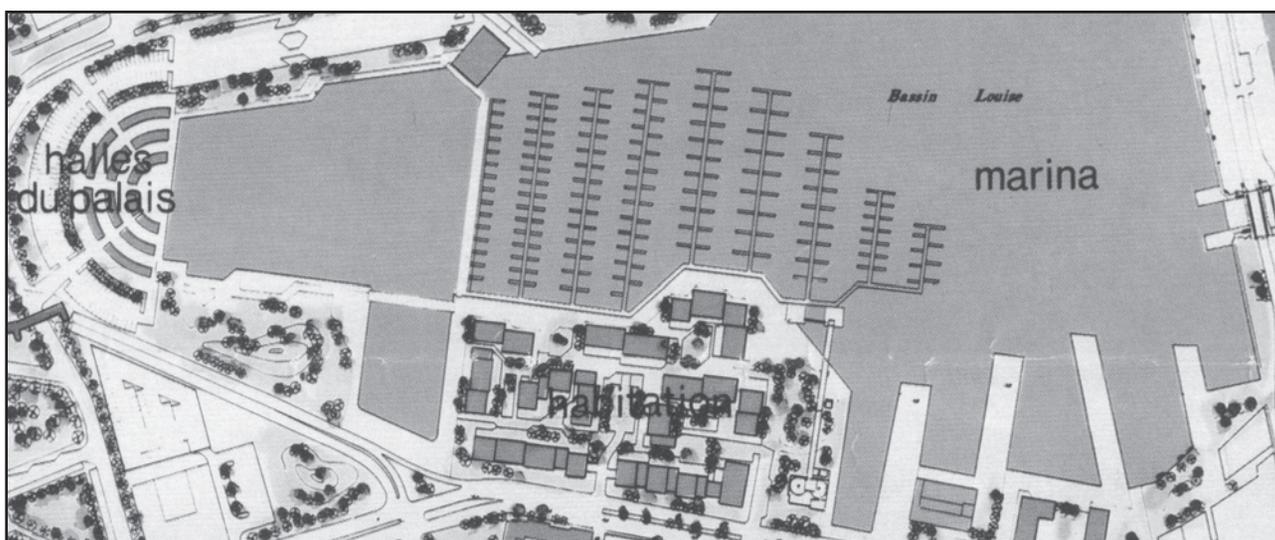
Tout comme ce fut le cas à Montréal lors de l'aménagement du Vieux-Port (1985-1986), cet exercice pourrait s'étendre sur plus d'une année et devrait précéder toute décision des autorités quant à des scénarios ou des propositions de mise en valeur du bassin Louise, un plan d'eau public qui appartient à toute la population.

Coopération entre Catalans et Québécois ?

En proposant un accès public au bassin Louise, les conseils de quartier de Québec connaîtront-ils autant de succès que les « Associations de voisins et voisines » de Barcelone ont connu avec la transformation de leur littoral? La tenue éventuelle à Québec du « Forum universel des cultures » entraînera une intense coopération entre Québec et Barcelone. Il se présente comme « une possibilité unique de mobilisation de la population ». Serait-il à propos que Catalans et Québécois échangent sur leurs expériences mutuelles de sorte que Québec, à l'exemple de Barcelone, retrouve un jour l'accès à son front de mer au coeur de la ville ?

1- Sagarra y Trias, Ferran . « Barcelone, la dynamique olympique et le projet urbain ». Dans *Métropoles portuaires en Europe (Barcelone, Gênes, Hambourg, Liverpool, Marseille, Rotterdam)*, Jean-Lucien Bonillo (dir). Marseille : Éditions Parenthèses, 1992.

En 1982, la Ville prévoyait deux plans d'eau au bassin Louise : public à gauche, privé à droite.



Plan synthèse d'urbanisme et d'aménagement du territoire - Ville de Québec - anciennes limites

**Démonstration
aquatique
populaire au
bassin Louise**

Samedi 26 juin

**Vous voulez participer?
Toute l'information nécessaire se
trouve sur Facebook
(« Gens de Baignade ») et sur le
site Internet suivant :
www.gensdebaignade.org.**

**NOUVEAUX LOGEMENTS
COOP
100
MINIMUM
DANS LE FAUBOURG**

WWW.COMPOP.NET

DÉCLARATION D'APPUI

Considérant l'ampleur des besoins en matière de logement dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (525 ménages locataires du quartier consacrent plus de 80% de leur revenu pour se loger);

Considérant la rareté des espaces disponibles dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (la Ville n'identifie qu'une douzaine de terrains «à construire ou à requalifier»);

Considérant le rôle du logement coopératif dans le maintien de la diversité et de la vitalité du quartier Saint-Jean-Baptiste;

J'APPUIE la revendication portée par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste d'un minimum de 100 nouveaux logements coop dans le faubourg et je demande à la Ville de Québec de faire le nécessaire pour qu'elle se concrétise durant le présent mandat de l'administration actuelle.

Signature : _____

Adresse: _____

printemps 2010

À signer et retourner au 780, rue Sainte-Claire, Québec, Qc, G1R 5B9

Peut-on vraiment voyager autrement ?

Par Agathe Légaré

Le tourisme de masse, tel que pratiqué aujourd'hui, a des effets dévastateurs sur l'environnement et les cultures locales, selon le sociologue et anthropologue français Rodolphe Christin. Ce « voyageur dans l'âme » a écrit un petit pamphlet, *Manuel de l'antitourisme*, auquel la presse québécoise vient de réserver un accueil chaleureux. Peut-être parce qu'il rassemble et articule des critiques éparpillées auparavant. Peut-être aussi parce que les Québécois sont à la fois des touristes et des indigènes visités par des touristes...

Que raconte donc Christin ? « Le tourisme est la première activité économique mondiale; elle emploie 200 millions de personnes dans le monde, soit 8 % de la population mondiale, ce qui paraît bien peu relativement aux recettes engendrées : 733 milliards de dollars US en 2006, soit 2 milliards de dollars US par jour, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) ».

En 2006, les voyageurs utilisaient surtout les deux modes de transport les plus polluants : la route et l'avion, au détriment du train et du bateau. Les pays les plus visités étaient la France, l'Espagne, les États-Unis et la Chine. Les touristes qui dépensaient le plus étaient, dans l'ordre, les Allemands, les Américains, les Britanniques, les Français et les Japonais. Le tourisme est donc une activité des pays riches, mais ce ne sont pas seulement les individus les plus riches de ces pays qui vont à l'étranger. La classe moyenne, par exemple, profite souvent des congés payés pour voyager un peu.

D'ailleurs, le tourisme de masse est arrivé avec les congés payés. Les vacances et les voyages à la plage ou au terrain de camping

permettent de décompresser, de se distraire, de refaire le plein d'énergie. De cette façon, on est moins porté à s'inquiéter de la vie au travail. « Le tourisme est partie prenante de l'ordre social. Grâce à lui, nous sommes prêts de nouveau à nous vendre à fond à notre activité productive. (...) Le tourisme est une compensation thérapeutique permettant aux travailleurs de tenir la distance et d'accéder aux mirages de la qualité de vie, au milieu d'un air, d'une eau, d'une terre pollués comme jamais auparavant », mentionne Christin.

Curieusement, les vacances organisées ont un air productiviste comme le travail organisé : les sites sont aménagés, formatés, de façon à permettre aux visiteurs de mieux circuler et de mieux dépenser leur argent. Conséquence : que vous soyez en Crète, en Tunisie, sur la Côte d'Azur ou sur la Costa del Sol, toutes les plages méditerranéennes, avec leurs hôtels à touristes, se ressemblent.

Il arrive qu'on aménage trop, qu'on détruit trop pour attirer des touristes. Le tsunami de décembre 2004 a fait de 216 000 à 232 000 morts et disparus en Asie du Sud, parmi lesquels se trouvaient des milliers de touristes sur les plages de la Thaïlande. Normalement, la mangrove – le boisé du littoral tropical – aurait dû absorber une bonne partie du choc et de l'eau. Mais on avait trop déboisé pour aménager de longues plages, des hôtels, des routes pour les touristes. « Une fois cette forêt côtière dévastée par les implantations d'infrastructures, la vague heurte la terre et les hommes de plein fouet », affirme Christin.

Incidentement, l'Organisation mondiale du tourisme prépare un Code d'éthique global pour minimiser l'impact du tourisme sur



l'environnement et l'héritage culturel tout en maximisant les bénéfices pour les résidents et résidentes des destinations touristiques. C'est ce que nous apprend son site Internet (www.unwto.org).

Rodolphe Christin, lui, ne croit pas tellement aux chartes de bonne conduite reposant sur la bonne volonté de tous et il se demande comment s'évader du tourisme tout en voyageant. L'espace nous manque pour exposer les pistes de solution qu'il explore, mais nous vous recommandons la lecture de ce petit livre dérangent et chaleureux.

Manuel de l'antitourisme

Par Rodolphe Christin

Montréal, Éditions Écosociété, 2010, 108 pages.

Le livre peut être emprunté gratuitement dans le Réseau des bibliothèques de la Ville de Québec.

Putain de guerre ! 1917-1918-1919

Tardi et Verney sur les champs d'horreur

Par Agathe Légaré

Le bédéiste Jacques Tardi et l'historien Jean-Pierre Verney viennent de publier la deuxième et dernière partie d'un ouvrage-clé sur la Première Guerre mondiale : une bande dessinée de type témoignage-reportage accompagnée d'une chronologie du conflit et d'un dictionnaire de l'argot des tranchées. Cette suite est plus atroce (si c'est possible) que la première partie, dont nous avons rendu compte l'été dernier dans l'article « Une bande dessinée pour déguster de la guerre » (*L'Infobourg*, juin 2009).

Plus que jamais, la bande dessinée donne l'impression que les combats de cette guerre se déroulaient dans un dépotoir à ciel ouvert. Il n'y a plus de paysages, d'arbres et d'édifices, mais que des débris humains et matériels ainsi que de la boue – des trous de boue et des montagnes de boue. Les soldats se terraient dans les tranchées ou dans des galeries souterraines immondes, où ils finissaient souvent enterrés vivants.

Tardi nous montre crûment les effets des combats sur la santé des soldats. Il y avait les traumatisés « cassés en deux par la peur » qui n'arrivaient plus à se redresser. Il y avait aussi les

« gueules cassées », des blessés graves mutilés au visage. Tardi présente en gros plan des éborgnés, des sans-nez, des sans-joues, des sans-mâchoires, recousus n'importe comment par des chirurgiens militaires débordés.

La première édition de l'album comprend un très bon DVD, *Putain de guerre ! Tardi et Verney sur les champs d'horreur*, dans lequel Tardi rappelle le fait suivant : on estime à quelque 600 000 le nombre de soldats portés disparus – jamais retrouvés – pendant la Première Guerre mondiale, soit grosso modo 200 000 Français, 200 000 Allemands et 200 000 Anglais. On se prend à souhaiter que plusieurs de ces disparus aient réussi à désertier et à refaire leur vie sous une nouvelle identité...

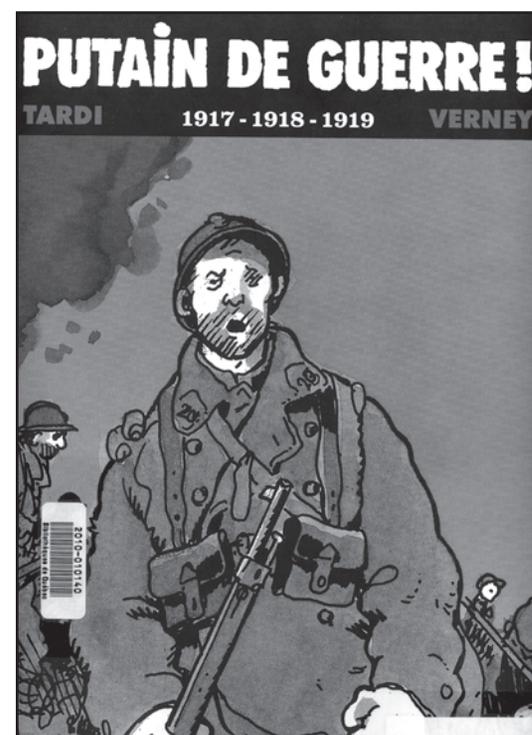
Putain de guerre ! 1917-1918-1919

Texte et illustrations : Jacques Tardi

Chronologie et glossaire : Jean-Pierre Verney

Casterman, 2009, 69 pages.

Disponible gratuitement dans le Réseau des bibliothèques de la Ville de Québec.



Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché St-Jean

Livraison tous les jours à 11 h 30, 15 h et 17 h.

La livraison de 15 h est gratuite!

Ouvert tous les jours, de 8h à 23h!

418-522-4889,
850, rue Saint-Jean